

**Je suis ravi·e de vous voir tous·tes ici aujourd'hui, en ce jour de lutte et de résistance !**

Nous sommes le **bloc du Care** - nous sommes des professionnel·le·s de la garde d'enfants, du travail social et de l'éducation. Nous sommes organisé·e·s dans les comités de base **Kriso, Trotzphase et Krilp**. Nous sommes des **travailleur·euses du care**, des **personnes FLINTA** et des **activistes** - et nous en avons marre !

Nous nous battons pour de bonnes conditions de travail dans le travail du care, contre la dévalorisation systématique de nos professions - et pour le bien-être des personnes avec lesquelles nous travaillons chaque jour. Nous effectuons du travail de care rémunéré, sous-payé et non rémunéré - souvent dans des conditions précaires. Nous sommes en colère et nous disons : **ça suffit!**

C'est pour cela que nous sommes dans la rue aujourd'hui et que nous continuons à résister. Parce que nous savons : la crise du travail du care n'est pas un phénomène nouveau. Elle est structurelle et politiquement voulue. Et nous disons : **pas avec nous !**

Pénurie de personnel qualifié, manque de ressources, surcharge de travail, mauvais salaires, groupes trop grands, trop de dossiers - c'est notre travail quotidien. Et pourtant, nous faisons fonctionner cette société. Mais au lieu de nous soulager, l'Etat continue de couper : le soi-disant **paquet d'allègement budgétaire 2027** doit permettre d'économiser 3,6 milliards de francs - dont un tiers au détriment de l'aide sociale.

Ce qui signifie : des coupes dans l'accueil extra-familial, dans le conseil aux victimes, dans l'éducation et dans la prévention de la violence. Nos comités de base sont directement concernés par ces mesures d'économie dans leurs domaines professionnels. Mais ce n'est pas tout : les luttes en cours pour de meilleures conditions de travail dans les crèches zurichoises sont également actuellement menacées.

Et c'est précisément pour cela que nous sommes ici aujourd'hui - bruyant·e·s, solidaires, en colère et organisé·e·s !

Dans la **Kriso**, nous nous penchons actuellement sur les mesures d'économie annoncées par la Confédération - le soi-disant **paquet d'allègement 2027**. Mais nous nous demandons : **Allègement - pour qui ?** Alors que les super-riches se réjouissent des cadeaux fiscaux et que l'armée fête une augmentation de son budget de **4 milliards de francs**, il est prévu d'économiser **3,6 milliards de francs** d'ici 2030 au niveau de la Confédération - surtout là où les gens en ont le plus besoin et où il y a toujours eu un manque de ressources : dans **l'aide sociale** !

**L'armée est renforcée - au nom de la « sécurité ».** Mais de quelle sécurité parle-t-on lorsque **94% des femmes dans l'armée subissent des violences sexuelles ? Une armée qui ne protège même pas ses propres membres est censée nous protéger tous·tes ? C'est ridicule !** Dans le même temps, on économise sur la vraie sécurité : **1,7 milliard de moins pour le travail social, les espaces de protection et la prévention.** Cela signifie : moins de sécurité pour les personnes victimes de violence, moins de protection pour les enfants, moins de soutien pour les personnes en détresse. **De l'argent pour les chars - mais moins pour le bien-être social. Cette politique ne protège pas les personnes - elle protège un système qui se base sur l'inégalité.**

Et qui paie le prix de cette politique de restrictions budgétaires ? **Les personnes FLINTA, les réfugié·e·s, les personnes subissant des violences - et en fin de compte nous tous·tes !** Ce paquet d'économies n'est rien d'autre qu'une **attaque massive contre l'égalité** et un recul de la politique féministe et sociale !

Concrètement, on économise sur les **montants d'intégration pour les réfugié·e·s** : au lieu de miser sur un véritable soutien, on mise sur la pression, le contrôle et la punition. Les professionnel·le·s doivent en faire toujours plus avec toujours moins de ressources. En cas d'«échec», les réfugié·e·s risquent de se voir retirer leurs prestations - l'intégration est une menace et non une chance. De plus, les **aides financières pour le soutien extrascolaire des enfants et des jeunes sont réduites** :

la diversité et la qualité des offres sont menacées, les petites organisations de soutien pourraient disparaître et les professionnel·le·s feraient davantage de fundraising que de travail avec les jeunes. **Les subventions de formation dans l'aide aux victimes sont supprimées** : cela enfreint la **Convention d'Istanbul** ! Les victimes de violence reçoivent moins de protection, l'aide devient une loterie selon les cantons, les professionnel·le·s travaillent dans des conditions misérables - c'est une violation des normes internationales de protection.

Des coupes dans **les réductions de primes d'assurance maladie sont également prévues** : La santé devient une question de classe. Les personnes qui ne peuvent pas se la payer restent malades - ou s'enfoncent encore plus dans le piège de l'endettement.

Des économies sont également prévues dans **l'éducation et la prévention de la violence** : Les fonds pour les campagnes contre la violence doivent être supprimés et les subventions pour l'encouragement des enfants et des jeunes en dehors de l'école doivent être réduites. Cela va à l'encontre de la Convention d'Istanbul et met en danger l'apprentissage non formel, l'intégration et l'échange social.

Tout cela montre que les destinataires du travail social, qui sont déjà exposé·e·s à la stigmatisation au quotidien, ne bénéficient d'aucun lobby dans le monde politique. Avec de telles mesures, le Conseil fédéral conduit à de nouvelles stigmatisations et ne contribue pas à résoudre les problèmes sociaux, mais à les reproduire.

Nous disons : **stop à cette politique antisociale. Nous exigeons :**

- ✓ Un financement garanti pour la protection des victimes !
- ✓ Plus de places protégées pour les femmes et les filles !
- ✓ Des campagnes d'information et de prévention !
- ✓ Une mise en œuvre conséquente de la Convention d'Istanbul !

Car : **la sécurité signifie une vie sans peur - de violence domestique, sexuelle et spécifique au genre !**

**Organisons-nous - pour un travail social féministe, solidaire et émancipateur ! Nous sommes nombreux·ses, nous sommes bruyant·e·s et nous ne nous arrêtons pas - jusqu'à ce que les choses changent !**

Nous sommes la Trotzphase : nous sommes un groupe de professionnel·le·s de l'accueil extra-scolaire et extra-familial des enfants, c'est-à-dire des professionnel·le·s des crèches, des garderies, des écoles à horaire continu et des familles de jour.

Depuis neuf ans, nous nous battons pour que les conditions de travail dans le secteur de la garde d'enfants soient enfin améliorées. Pour plus de reconnaissance, pour des normes de qualité garanties et pour un accueil des enfants financé par les fonds publics. Avec la grève féministe de 2019, entre autres, nous avons fait bouger les choses. Aujourd'hui, tout le monde connaît le travail que nous, les gardien·ne·s d'enfants, accomplissons chaque jour. Et grâce aux mobilisations, aux grèves féministes et au travail de relations publiques, nous avons également mis à l'ordre du jour politique une revendication centrale, à savoir une convention collective de travail (CCT) dans le secteur des crèches. Cette pression a eu un énorme succès.

En mars 2024, des négociations ont été entamées entre le syndicat SSP, du côté des employé·e·s, et kibesuisse, du côté des employeur·euses, en vue d'une première CCT pour les crèches de la ville de Zurich.

L'ordonnance sur la prise en charge extrafamiliale d'enfants fait partie de ces négociations. Dans cette ordonnance, des points importants pour l'amélioration de la qualité de l'accueil et pour de meilleures conditions de travail sont ancrés. Et le financement de la CCT y est réglé.

### **Créer de meilleures conditions de travail signifie mettre à disposition plus de ressources financières pour le travail de care !**

Mais ce succès est aujourd'hui gravement menacé. En effet, un recours contre l'ordonnance a été déposé en décembre dans les rangs de trois gérant·e·s de crèches ! L'un d'entre eux est Christian Geier de la chaîne de crèches Fugu, qui fait lui-même partie de la délégation de négociation de la CCT de kibesuisse ! Les deux autres appartiennent aux chaînes de crèches Joey et Kinderparadies.

Avec ce recours, iels menacent non seulement les améliorations imposées jusqu'à présent dans l'ordonnance, mais aussi l'ensemble des négociations de la CCT. Car si cette ordonnance sur la garde d'enfants n'entre pas en vigueur, le financement de la CCT n'est plus assuré non plus.

Agir contre des salaires équitables et des règles claires dans le milieu des crèches, c'est aussi agir contre l'avenir des enfants et de toute la branche ! Les organisations de crèches à vocation économique comme la chaîne de crèches Fugu sont nuisibles à la santé des enfants et du personnel d'encadrement. Car ce n'est pas la qualité de l'accueil qui les intéresse, mais avant tout le profit. Avec ce recours, les recourant·e·s ont clairement montré qu'ils ne se soucient pas de savoir si nous, le personnel d'encadrement surmené, glissons tôt ou tard dans le burnout et si notre santé psychique, physique et mentale se dégrade. Les chaînes de crèches à but lucratif accordent principalement de l'importance à la liberté économique et à la concurrence.

### **Et maintenant ?**

Nous demandons un traitement rapide et le rejet du recours !

Une bonne CCT ! Et enfin la reconnaissance méritée pour le travail important qui est effectué chaque jour dans les crèches - et ce, par des salaires décents et de bonnes conditions de travail ! Montrons ensemble haut et fort que nous sommes contre le recours et que nous nous battons pour un accueil de qualité des enfants ! Et que nous n'acceptons pas la politique des coupes budgétaires ! Ce n'est qu'ensemble et de manière organisée que nous pourrons faire quelque chose contre la situation dans notre branche !

### **One Solution – Care-Revolution!**

Au sein du bloc du Care et de nos groupes de base trotzphase, krilp et kriso, nous nous organisons le 14 juin et au-delà et exigeons des ressources suffisantes pour de bonnes conditions dans l'accueil extrascolaire, l'éducation et le social ! Ensemble, nous nous défendons contre les diverses attaques visant à faire des économies !

**Notre résistance ne s'arrête pas aujourd'hui - elle continue !** Rejoins-nous, fais partie de notre mouvement, **organise-toi avec nous !** Faisons partie du changement. Car: **ce n'est qu'ensemble que nous pourrons obtenir une vie bonne, saine et sûre pour tous·tes !**

Nous restons en colère, nous restons bruyant·e·s - et nous reviendrons. **Jusqu'à ce que les choses bougent enfin. La rue, aujourd'hui, n'était que le début.**

**Mir sind de Care Block, mir hebed zäme (Nous sommes le bloc du Care, nous nous serrons les coudes)**

**Sozis Ciao, Fabes Ciao, Lehrkräft CiaoCiaoCiao (Bye les assistant·e·s sociaux·ales, bye les ASE (assistant·e·s socio-éducatif·ve·s), byebyebye les enseignant·e·s)**

**Mir hend kei Bock meh, es brucht Ressource (On en a marre, il nous faut des ressources)**

**Suscht hennd mir alli es Burnout (-out -out) (Sinon on aura tous tes un Burnout)**